L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 30 JUILLET 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN 30 JUILLET.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan,—Bottes, souliers et bridequins.

Par Placide J. Sopsar, au No. 121 rue du Canal, près Royal,—ouvrages en chevaux, vitrières, jarres, bottes vides, etc.

Par Hoffman, Marks et Co, à leur salle de ventes, habillements, articles de toilette, chapeaux mallos, etc.

Ce qu'il faut faire.

Nos lecteurs ont vu par nos commentaires sur le bill d'enregistrement que vient de signer M. Kellogg, et d'après lequel les opérations électorales de novembre prochain seront conduites, que le parti de l'opposition doit avoir peu d'espoir de l'emporter et qu'il est à peu près vaincu d'avance. Plus nous réfléchissons à cela, plus nous sommes surpris que nos délégués à Washington n'en aient pas fait l'objet d'une communication spéciale au Sénat des Etats-Unis. Nous sommes surpris qu'ils n'aient pas fait observer que les élections dans le Sud ne se passent pas comme au Nord, d'une manière à peu près sinon complètement respectable.

Au nord, il y a qu'une race d'hommes ; au sud, en Louisiane particulièrement, il y en a trois dont deux ont fait jusqu'à présent cause commune contre la race blanche. Ce sont par conséquent des deux races, élevées par la race blanche, qui construisent contre elle et repoussent ses représentants des corps délibérants de l'Etat ; c'est par le fait de ces deux races qui, incapables d'agir par elles-mêmes, se laissent conduire par les picaros de la race blanche, que le gouvernement est livré aux fripons et aux ignorants, que les fonds publics sont pillés, les honnêtes gens spoliés, et qu'il ne reste plus ici que ruine, désespoir et misère.

Si nos délégués eussent dit au Sénat, au lieu de s'acharner à une élection volée par Grant et qu'évidemment il ne voulait pas céder, eh ! messieurs, vous nous dites d'attendre les élections prochaines qui ne sont pas fort éloignées, nous le ferions bien si nous avions quelque espoir dans le résultat de ces élections. Attendre ! il y a assez long temps que nous attendons et la patience, pas plus que la résignation, ne nous a manqué. Mais qu'avons-nous à espérer en novembre de gens qui font les lois sans nous et qui ont juré notre perte ? En novembre, les citoyens front aux polls en vertu d'un enregistrement nouveau et la loi d'enregistrement aura été faite par nos ennemis directs. Donc cette loi leur sera favorable et. A-t-on jamais vu un parti fournir à l'opposition des verges pour se faire fouetter ? Eh bien, c'est la race blanche, qui n'étant pas représentée dans ces corps de coliche qui sera battue encore une fois et vous direz alors que nous vous donnons la première élection puisque nous n'avons pas réussi dans la seconde. Nous demandons pour cette seconde élection une protection honnête ; nous demandons d'être mis sur un pied d'égalité avec cette race que nous avons élevée et qui nous assassine. Est-ce demander trop ?

Il est vrai qu'aux élections de novembre, qui sont congressionnelles, nous aurons des commissaires nous-mêmes spécialement pour inspecter les opérations et veiller à ce que des fraudes ne soient pas commises. Ces commissaires devront représenter tous les partis. Bien, mais par qui seront-ils nommés ? Ils seront nommés par ce même juge de la cour des Etats-Unis qui n'est conduit si notoirement et si chrétiennement à l'égard des prévenus de la paroisse Grant. Pouvons nous avoir confiance en eux ? D'autre part, la grande aura été combinée d'avance, qu'importe on la voter, elle aura déjà été consommée. Ce n'est pas aux polls que nous pourrons obvier aux méfaits de l'enregistrement ; ce n'est pas aux polls que nous pourrons oublier aux discussions sur le droit des citoyens et sur le droit de la force. L'enregistrement sera fait aux polls, et des centaines de blancs seront évincés. Voilà ce qui les attend.

Depuis que nous avons été assez maudite de Dieu pour être obligés de vivre sous le régime humiliant de cette double race qui n'existe, on le devant, que pour se venger à la vengeance envers nous, nous avons été assez polés, assez volés ; mais le vol qui nous a fait le plus de mal, c'est le vol du suffrage blanc. Ce vol fait, nous ne pouvons plus nous défendre ; nos forces unies ne nous appartiennent plus ; nous n'avons plus de garanties dans nos entreprises ; nous n'avons plus de confiance dans nos travaux ; nous n'avons plus rien ; nous périssons. Nous regardons le vol du suffrage blanc comme un assassinat.

Un journal qui voit la chose comme nous se demande ce qu'il faut faire pour n'être pas encore une fois dupes des Radicaux, et il ne voit que l'expédient suivant : Il faut rendre M. Kellogg responsable de ces iniquités de l'enregistrement si elles s'accomplissent, et dans ce cas la responsabilité entraînerait pour lui perte de vie.

Il est certain que si dès le principe on eût rendu ainsi responsables les hommes qui ont ruiné tant de familles et les ont réduites au désespoir par des manœuvres financières dont le but était l'escamotage général des fortunes, il est certain, disons-nous, que la spoliation n'eut pas été aussi désastreuse et qu'elle se fut arrêtée plus tôt. Mais puisque nous avons tant fait que d'attendre sans violence, on pourrait même dire sans colère et sans haine vu notre incroyable longanimité, un gâtons pas le mérite de notre patience et de notre résignation, si toutefois c'est là un mérite, et prévenons M. Kellogg, des dangers de la situation, dangers pour lui, dangers pour nous. Nous lui qu'il a un moyen de les éviter, s'il le veut, et que, s'il le fait, il s'honorera. Cette loi d'enregistrement est horrible ; c'est le vol organisé du suffrage blanc, et ce vol sera exécuté partout où besoin sera, c'est à dire partout où par le nombre il pourrait faire échouer le suffrage noir ou de couleur.

Eh bien ! que M. Kellogg renverse ou neutralise ces mauvaises dispositions de la loi en nommant pour enrégistreurs, inspecteurs et assistants des hommes pris mitié dans le parti de noire, moitié dans le parti des blancs ou des hommes de l'opposition. L'affaire est simple. La où il y aura un inspecteur radical tous les assistants seront démocrates, et là où il y aura un inspecteur démocrate tous les assistants seront radicaux, et que recommandation soit faite à tous de se conduire loyalement et honnêtement ! M. Kellogg peut agir ainsi d'autant mieux qu'il n'a plus rien à craindre du Congrès, la nation sait probable ; alors, s'il est à peu près sûr d'accomplir son terme comme gouverneur de la Louisiane, rien ne s'oppose de son côté à ce qu'il fasse faire une élection loyale.

Ce sera même pour lui le moyen d'avoir la bonne législature qu'il demande pour pouvoir réaliser les larges réformes dont le pays a besoin et qu'il lui faut absolument sous peine de péril.—Ce sont les paroles que M. Kellogg a prononcées naguères devant la Chambre de Commerce, et nous pensons qu'il tient à faire voir qu'elles ne sont pas pour lui des paroles en l'air. Il doit comprendre que les réformes dont il est question, et qui tiennent à la fois à l'administration et à l'économie politique, ne seront ni soutenues ni votées, dans les assemblées de l'Etat, s'il n'y a pas dans ces assemblées, une très forte proportion de mandataires blancs, si cette proportion même ne constitue pas la majorité. Notre conviction à nous, et nous le disons sans passion et sans la moindre envie de nuire à quelqu'un ou d'exercer personne, notre conviction est qu'il faudra accepter du salut de l'Etat et de la ville tant qu'une majorité de blancs ne conduira pas les délibérations dans les deux chambres de la Législature.

Nous voudrions être appuyé par nos confrères de la presse dans la campagne que nous avons entreprise contre la loi d'enregistrement, et nous voudrions aussi qu'ils recommandassent l'expédient que nous avons suggéré. Il faudrait faire même plus ; il faudrait qu'une délégation de citoyens notables allât demander formellement à M. Kellogg le partage des nominations entre les deux partis, pour mettre à exécution la loi de l'enregistrement. M. Kellogg peut facilement accorder ce partage qui remédierait à une loi infâme. S'il le refuse, oh, alors, tant pis pour lui ! Nous saurons ce qu'il est.

LE BILL D'ENREGISTREMENT.—M. Kellogg a publié une lettre pour répondre à une attaque dirigée faussement contre un bill d'élection qu'il n'a pas signé et qu'il n'a pas l'intention de signer. Le bill, dénoncé au Sénat des Etats-Unis et que M. West affectait de ne pas connaître dans son débat avec le sénateur Bayard, est en effet un bill d'élection et ce qui fut dit alors met M. Kellogg dans l'impossibilité de s'en servir. Ce bill fut stigmatisé, honni, à tel point que M. West lui-même aima mieux le renier que d'en prendre la défense. Nous ne concevons pas qu'un correspondant du *Picayune*, et le *Picayune* lui-même aient pu commettre cette méprise.

Mais si M. Kellogg répond de manière à faire croire qu'il a renoncé au bill d'élection, il n'en défend pas moins le bill d'enregistrement qui ne vaut pas mieux et au moyen duquel il peut faire éloigner des listes électorales tous les étrangers naturalisés qui ne sont pas connus pour leurs opinions radicales. M. Kellogg défend ce mode d'enregistrement et prétend qu'il vaut mieux que le mode d'usage sous le gouvernement de Warmoth. Il pourrait valoir mieux en effet tout en étant fort mauvais, et il est assez mauvais pour enlever au parti de l'opposition un bon nombre de voix.

Toutefois, la lettre de M. Kellogg nous fournit des armes contre lui. Il assure que son but est d'avoir d'honnêtes élections. Eh bien, dans l'article précédent, nous lui donnons le moyen de prouver sa sincérité en partageant les nominations d'enrégistreurs entre les deux partis. Il ne saurait repousser cet expédient contre une pétition loyale, s'il est aussi franc et aussi loyal qu'il le prétend.

DÉMOCRATIE DU 7e WARD. — Les membres du club Démocrate du 7e ward sont prévenus qu'une réunion de ce club aura lieu jeudi, 30 du courant, à 8 heures du soir, dans la salle Ponstein, au coin des rues Morales et Bagatelle, pour affaires importantes.

Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane
Est fixé au 1er août.
Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane
Est fixé au 1er août.
Le grand tirage
De la Loterie de la Louisiane
Est fixé au 1er août.
Souvenez-vous en : samedi, 1er août.

UNE CHRONIQUE
—DE LA—
NOUVELLE-ORLEANS.

CONSTRUCTION DU PORT.

Le sol des bords de notre fleuve consistant principalement en une terre argileuse d'une couleur grisâtre et d'une grande consistance, il était inévitable en commençant au commencement de l'établissement de notre ville à construire un port convenable pour la commodité de la navigation, de ne pas faire aucune construction durable, ou qui aurait pu, comme les ouvrages actuels des wharfs, servir aux barcasses des marchandises comme nous le voyons de nos jours. D'après ces considérations n'était point à même de faire d'immenses dépenses aussi coûteuses que le sont celles qui, annuellement, exigent la réparation et reconstruction des ouvrages de notre port, que les changements du courant du fleuve et la hausse et la baisse de ses eaux occasionnent sans relâche et par là deviennent une source intarissable de dépenses.

Les autorités coloniales plus sensées se contentèrent d'applanir les bords de notre fleuve vis-à-vis la ville, et lors de ces basses constituèrent des douces pentes allant des rues perpendiculaires aux bords du fleuve, afin de faciliter l'abordage des embarcations et des navires qui, par ce moyen de points volants, construits sur quelques grands poteaux ou poutres reposant sur des pieux, se trouvaient avoir toutes les commodités nécessaires pour la décharge aussi bien que pour l'affrètement de ces navires. De forts blocks, enfoncés dans la terre, placés à de distance en distance le long de la levée servaient à amarrer, et cela a duré jusqu'en 1820, quand les administrateurs du gouvernement Sauf-Jarvis Peters ont commencé à renverser l'ancien système d'économie de notre ville.

La profondeur de notre fleuve dans notre port n'a pas de tout temps rendu inutile aucun autre travail que celui que nous avons indiqué, pour faciliter le déchargement des navires et embarcations, et comme du temps de la Colonie le commerce d'outre-mer comme celui de l'Ouest ou de l'intérieur de notre pays n'avait point atteint les proportions actuelles, ces inélégances n'exigeaient point tous les besoins de notre port. Mais, depuis que d'autres administrations se sont emparés de ce sujet, nous avons vu annuellement augmenter les dépenses pour l'entretient de notre port, sans qu'il soit résulté de là aucune satisfaction ni pour le public en général ni pour le commerce ou la navigation qui y soit joint à eux pour convoquer une convention qui aurait pour but d'organiser un autre parti.

Le comité n'a que des pouvoirs limités et, par conséquent, il n'a pas le droit de changer sa ligne de conduite. En outre, il est arrivé à la conclusion que la suggestion n'était pas raisonnable, puisqu'on parle dans le pays d'organisations et de conventions mutuelles immatérielles, tout en disant comme *ultimatum* que le comité rappellerait sa convocation d'une convention démocratique et soumettrait à l'appel d'une convention populaire selon les désirs des signataires du dit communiqué.

Le comité refuse sans hésiter d'accepter la proposition, quoiqu'il ne refuserait pas si l'on insistait à changer le local de la Convention démocratique d'Etat.

Le comité espère qu'après réflexion, on cessera de s'opposer à ce que la campagne électorale soit poursuivie selon les justices du parti démocratique, et que les électeurs, comme en 1868, se réuniront tous dans la bannière. J'ai l'honneur d'être, avec respect,

Votre obéissant serviteur,
ALBERT VOORHIES,
Président du comité de correspondance.

M. Kellogg demande à expliquer le bill d'enregistrement.

M. Kellogg est plus hasard que ne l'était feu le Président Warmoth et il nous semble juger par la tactique qu'il adresse au Sénat *Picayune*, pour expliquer l'infâme bill d'enregistrement qu'il vient de signer.

Il paraîtrait que M. Kellogg était plus fort que cela, car le bill, tel qu'il a été conçu et adopté, est de Pourtoi fit prier M. Lambert, Sainte-Croix de se rendre auprès du Maréchal, pour traiter avec lui la question de la dissolution.

Un enfant gâté du centre gauche, un de ces jeunes hommes politiques qui sont la terreur de leur parti, M. Wilson, disait à la suite de vos commentaires :

—Nous avons porté la main sur le maréchal Mac-Mahon un coup dont il ne se relèvera pas !

M. Wilson disait la vérité. Le centre gauche s'est, en effet, très humilié et a mangé du Mac-Mahon. Seulement le centre gauche est convaincu très difficilement. Hardis que M. Wilson, lui, en bon jeune homme qu'il est, mal connu encore du public, a été vaincu comme un dit vulgairement, les pieds dans le plat.

Il est toujours curieux de suivre dans le public l'émotion que provoque une séance orageuse de l'Assemblée. Nous avons vu selon notre habitude faire le voyage circulaire des boulevard.

Hier les grands boulevards on ne serait crû devoir aux jours les plus sûrs, lorsqu'on savait qu'il y avait eu un combat dans la journée. Autour des kiosques on achète tous les journaux, et, autour des reverbères, on lit les journaux sur l'épaule des uns et des autres.

Plusieurs journaux du matin ont publié des éditions successives jusqu'à dix heures du soir, ce qui n'a pas été pour peu dans l'énorme vente qui a eu lieu hier soir. On pensait que du moment que des journaux du matin se mêlaient de la chose, c'est que les événements étaient sérieux.

Chose curieuse, c'est que les gens qui lisaient le compte-rendu de la Chambre s'arrêtaient presque tous au premier vote, le glissant sur ce sujet et prenaient le pas d'aller jusqu'au bout de la séance qui est un démenti à un commencement.

La petite agitation de la soirée était circonscrite autour de la place du Nouvel Opéra, et le café du Gymnase.

Vers dix heures du soir, la nouvelle est arrivée sur les boulevards extérieurs que le ministère a eu la majorité. Le public, en ces endroits excentriques, ne connaissait encore que le premier vote de la Chambre.

Les propos allaient assez bon, mais ce qu'il y ressortait c'était que l'on ne prenait rien à toutes ces manœuvres parlementaires.

Chez un marchand de vins du boulevard des Batignolles nous avons été témoin de la scène suivante :

Un homme en blouse arrive et s'écrie ;

—Le ministère est f...iche, j'paye un litre.

—Et puis après ?— a dit un second consommateur, avec une indifférence des plus ironiques,—qu'est-ce que ça nous fait, si Mac-Mahon reste !

OPINION DE LA PRESSE ANGLAISE SUR LA SÉANCE DE MERCREDI.

Le *Times* pense que l'Assemblée, dépourvue de *leaders* et n'ayant pas de politique arrêtée, émue des votes hésitants et incertains, finira par voter la prorogation pour que faire. Il ne voit que la dissolution en perspective, mais il est une qu'il sera difficile d'obtenir un vote spontané sur cette question. Que même les républicains hésiteront à courir les chances d'une réélection à la suite des changements que signifient quelques votes. Selon lui, il faut attribuer le désir pour la prorogation à la famille impériale un peu de respect qu'a la France pour l'Assemblée actuelle et pour la stabilité d'un gouvernement parlementaire dont elle est la caricature.

Le *Daily News* fait remarquer que la défaite du ministère, bien qu'atténuée par le vote de l'ordre du jour pur et simple, a atteint le maréchal lui-même. La rupture était faite entre le chef du pouvoir exécutif et l'Assemblée. L'avenir lui semble plein de mauvais présages. La dissolution lui paraît inévitable, mais après ? Le maréchal verra-t-il élire une autre Assemblée qui gouvernera-t-il pendant sept ans avec l'armée, à laquelle il a fait récemment appel.

Le *Post* pense que la conduite loyale et ferme du ministère a fait honneur.

En ce moment, le pouvoir est entre ses mains, et s'il abandonnait son poste, ce serait une guerre civile terrible.

Il trouve, mouvement d'alliance de l'extrême droite avec la gauche. Le drapeau rouge, dit-il, ne peut être accepté, mais le drapeau blanc est un point qui en contact de la loque de Chambord.

Selon lui, Monsieur le comte de Chambord a été raison d'écrire qu'il ne voulait point de pavillon hérité qui déconsidérait un gouvernement, et dont le maréchal fait aujourd'hui l'amère expérience.

Le *Daily Telegraph* cherche à expliquer la raison des votes contradictoires des différents partis, et il arrive à cette conclusion que, divisée comme elle est, l'Assemblée ne peut rien faire ; qu'en conséquences, la dissolution est inévitable.

On lit dans la *Patrie* :

Maintenant que les derniers votes qui cachaient la vérité sont établis, les intentions du centre gauche sont déchirées, que les conservateurs sondent les profondeurs de l'abîme où ce groupe a été à deux doigts de les conduire, Sa Majesté voulait avoir un avant-goût des bienfaits que leur prépare la République Casimir, ils n'ont qu'à suivre attentivement les débats du procès qui vient d'ouvrir à Versailles, relativement aux pillage de l'évêché d'Orléans par les gardes-nationales pendant le dernier guerre.

Il y verront grouiller tout ce monde délocalisé par la décentralisation spontanée du lendemain du 4 septembre, et qui ne demande qu'à reprendre sa place au soleil et à recommencer la curée. Patiemment, tout ce monde attendait le vote d'hier, et si le centre gauche eût triomphé, la jeune ère était déjà pour eux. L'Assemblée l'a compris à temps. Mais on peut lui trouver seulement mauvais qu'elle ait différé de M. Thiers. Il n'y a plus une seule heure à perdre.

Echos de Versailles.

Nous sommes en plein chaos.

Avez-vous compris ? Voilà la demande qui est dans toutes les bouches. Chacun propose son interprétation, et, comme les interprétations ne s'accordent guère, un mot, un seul mot se trouve sur toutes les lèvres : la *Patrie*, Chaos.

Nous sommes en mesure d'affirmer qu'une demande formelle de dissolution sera proposée à la Chambre, aujourd'hui, du moins très prochainement.

Cette demande n'émanera point d'une individualité isolée. Ce qui est particulièrement grave, c'est qu'elle sera apportée à la tribune par un membre du centre droit, c'est-à-dire du groupe qui a été, jusqu'à présent, le plus opposé à toute idée de dissolution.

Des négociations se sont engagées à cet effet, entre M. Raoul Duval d'un côté, et MM. Lambert, Sainte-Croix et Chaper de l'autre. Ce sera sans doute sous le patronnage de ces derniers que la demande de dissolution sera produite. L'urgence sera réclamée, et, très-vraisemblablement obtenue.

Quelle sera alors l'attitude du Gouvernement ?

Nous ne voulons pas nous engager trop avant sur ce terrain délicat. Qu'il nous soit cependant permis de dire une chose : il n'est fait, dans l'esprit du Maréchal aucun des changements à légard de la dissolution. Nous avons encore, dans toutes ses conversations, il en reconnaît jusqu'à la plus simple allusion. Aujourd'hui, il n'a pas encore été définitivement décidé dans les limites et celles du temps, si ces mots sont restreints et entières. Dans la dynastie, ces mêmes fortifient Fontenau, dans les membres de la famille impériale.

Il régulariserait le fait de la loi, dans la constitution, et la nécessité d'une loi spéciale pour la convocation des électeurs. Il ne serait pas nécessaire de recourir au système actuel, dans les circonstances où nous sommes, et la confiance et dans le cœur de désirs générale, la rétractilité la constitution actuelle.

Succès hors sur le marché.

Les droguistes—qu'ils veulent en gros ou en détail—disent généralement que les ventes depuis les offertes au public antérieurement à jamais, et ce peut être dû à ce que, suivant d'ailleurs que le Golden Medical Discovery du Dr. Pierce. On ne entraît prétendre que cette popularité soit due à la publicité plus grande que celle qui a été donnée à d'autres médecines, car cela n'est pas le cas. L'explication du succès doit nous paraître se trouve dans les vertus curatives réelles de ce remède. Le Medical Discovery opère par le sang, par les bronchites, de maux de gorge et d'affections pulmonaires ; ajoutons que la science n'a encore rien trouvé au nom de la bile, pour purifier le sang—propriété qui en fait un remède souverain dans les maladies de foie et celles qui proviennent du sang, telles que les scrofules et maladies de la peau.

Le Medical Discovery nous seulement réalise les espérances des personnes qui y ont recours, mais les propage beaucoup. Ceux qui lui sont redevables de leur guérison sont des annonces vivantes. Aussi n'est-il pas d'exemple que le pharmacien qui tient à plaire à sa clientèle ait toujours à leur disposition une grande quantité de ce précieux remède.

Nouvelle-Orléans, 30 juillet 1874.—Apprenez à nos lecteurs des Directeurs, Mardi dernier, à 10 heures, a commencé le tirage de la Loterie de la Louisiane, qui promet d'être des plus intéressants. Le succès dont jouit cette institution depuis sa fondation est une garantie que les billets offerts cette année seront promptement enlevés. Nous croyons devoir appeler l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de cette Loterie, qui paraît dans notre journal.

ART. BORDENAVE